

LA RÉFORME ÉLECTORALE

-

- LA MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS DE LA LOI DU
1^{ER} AOÛT 2016

- LE R.E.U.



Sommaire

- LES OBJECTIFS DE LA LOI DU 1^{er} AOÛT 2016
- ASPECTS JURIDIQUES
- LE R.E.U. : POURQUOI ET COMMENT ?
- CONSÉQUENCES POUR LES COMMUNES
- UN ASSOUPPLISSEMENT DES CONDITIONS D'INSCRIPTION
- LE CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE
- LE MAIRE : UN RÔLE RENFORCÉ
- LA COMMISSION DE CONTRÔLE
- LA RÉVISION DES LISTES DANS LES COMMUNES NOUVELLES
- CONSÉQUENCES SUR LA TENUE DES SCRUTINS



Les Objectifs de la loi du 1^{er} août 2016

- La loi n°2016-1048 du 1^{er} août 2016 *rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales* réforme intégralement les modalités de gestion des listes électorales et crée un Répertoire unique et permanent (R.E.U.) dont la tenue est confiée à l'INSEE;
- Cette réforme entrera officiellement en vigueur le 1^{er} janvier 2019

Les Objectifs de la loi du 1^{er} août 2016

- Remédier aux imperfections dans les listes électorales :
 - ✓ Des non inscrits
 - ✓ Des « mal inscrits » (électeurs inscrits dans un bureau de vote alors qu'ils pensent l'être dans un autre) —→ ex: la possibilité de consulter sa situation permettra à un électeur de vérifier à temps dans quel bureau il est effectivement inscrit
 - ✓ Des « doubles inscrits »
- Pouvoir s'inscrire jusqu'à 30 jours avant un scrutin *(et non plus jusqu'au 31 décembre de l'année n-1)*

Aspects juridiques de la loi du 1^{er} août 2016

- Des conditions d'inscription assouplies:
 - ✓ Fin de la possibilité de double inscription pour les Français établis à l'étranger
 - ✓ A compter du 1^{er} janvier 2019, les personnes non domiciliées dans la commune peuvent s'inscrire sur les listes électorales lorsqu'elles ont figuré 2ans de suite (*contre 5 années actuellement*)
 - ✓ Décisions d'inscription et de radiation prises par le Maire et non plus par une commission administrative
 - ✓ Traitement des demandes d'inscription de manière permanente
 - ✓ Établissement de la liste électorale 1 fois par an minimum et avant chaque scrutin.
 - ✓ Possibilité de s'inscrire jusqu'au 6^{ème} Vendredi précédant un scrutin et lors de l'année d'entrée en vigueur, au plus tard le dernier jour du deuxième mois précédant celui du scrutin



Aspects juridiques de la loi du 1^{er} août 2016

- Moderniser les démarches d'inscription :
Développer l'inscription en ligne des citoyens

Aspects juridiques de la loi du 1^{er} août 2016

- Instauration d'une commission de contrôle :
 - ✓ Qui examine les recours administratifs préalables obligatoires
 - ✓ Qui assure un suivi général des opérations de révision des listes électorales

Aspects juridiques de la loi du 1^{er} août 2016

CARTES ÉLECTORALES

La mise en œuvre du R.E.U. et le passage d'une liste électorale par bureau de vote à une liste électorale par commune au 1^{er} janvier 2019 →

- Édition d'une carte électorale pour chaque électeur (*après le 31 mars 2019 et avant les élections européennes du 26 mai 2019*) :

En plus des noms, prénoms, domicile ou résidence, date et lieu de naissance de l'électeur, de l'indication du bureau de vote dont dépend l'électeur, elles devront comporter une nouvelle mention : **l'identifiant national de l'électeur**

- Des délais de délivrance des cartes électorales modifiés
: **la Cérémonie de citoyenneté** est organisée par le Maire dans **un délai de 3 mois à compter du 1^{er} janvier de chaque année** (*au lieu du 1^{er} mars*)

A défaut de cérémonie, les cartes sont **distribuées au moins 3 jours avant le scrutin** et, en l'absence de scrutin, **le 30 avril de l'année suivante** (*contre le 1^{er} juillet actuellement*)



Aspects juridiques de la loi du 1^{er} août 2016

BUREAUX DE VOTE

- La réforme ne modifie pas la procédure actuelle d'établissement des bureaux de vote (***arrêté préfectoral pris au plus tard le 31 août – art R.40 du code électoral***)
- Seule la date d'entrée en vigueur de l'arrêté est avancée au **1^{er} janvier de l'année suivante.**
- A titre transitoire, **les périmètres modifiés jusqu'au 31 août 2018** entreront en vigueur pour les scrutins organisés **à partir du 11 mars 2019**
- Cependant, afin de ne pas alourdir la mise en place du R.E.U., le Ministère déconseille de procéder cette année à des modifications du périmètre des bureaux de vote



Aspects juridiques de la loi du 1^{er} août 2016

- Les modalités de mise en œuvre d'un Recours Administratif Préalable:
 - ✓ En cas de recours contre les décisions du Maire relatives à l'inscription ou à la radiation sur les listes électorales, il doit **obligatoirement formé un Recours Administratif Préalable.**
 - ✓ Ce recours doit prendre la forme **d'une déclaration** orale ou écrite, faite, remise ou adressée **au greffe du Tribunal d'Instance.** Elle indiquera les nom, prénoms et adresse du requérant et la qualité en laquelle il agit, ainsi que l'objet du recours.
 - ✓ La décision issue de ce recours est susceptible de contestation

Aspects juridiques de la loi du 1^{er} août 2016

- La Communication des listes électorales:

La loi a rendu publique la liste électorale **au moins 1 fois par an** et **le lendemain de la réunion de la Commission de contrôle** préalable au scrutin.

➡ Les électeurs peuvent prendre communication et **obtenir copie de la liste électorale de la commune auprès de la Mairie.**

Cette liste contient :

- Les données d'identification de l'électeur : nom, nom d'usage, prénoms, date de naissance, lieu de naissance
- L'adresse au titre de laquelle l'électeur est inscrit sur la liste électorale
- Le numéro du bureau de vote
- Le numéro d'ordre séquentiel sur la liste d'émargement du bureau de vote

Le R.E.U. pourquoi et comment ?

- **Le Répertoire Electoral Unique (R.E.U.)** géré par l'INSEE sera initialisé à partir des listes électorales arrêtées le 28/02/2018.
- Il constitue un répertoire unique d'électeurs qui centralisera les modifications réalisées sur les listes électorales notamment par les communes.
- C'est le maire qui pourra saisir directement l'inscription d'un électeur via ce système qui vérifiera la validité de cette inscription (*électeur non décédé et ne se trouvant pas en incapacité électorale*)

Le R.E.U. pourquoi et comment ?

- **Situation actuelle:**
 - ✓ Les communes échangent avec l'INSEE mais gèrent isolément les listes électorales
 - ✓ L'INSEE échange avec les communes et les Ministères de la justice (incapacités électorales) et de la Défense (inscription d'office des jeunes) + le Consulat (pour les Français résidents à l'étranger)
- **Demain : tous raccordés au même système d'information : le Répertoire Électoral Unique (R.E.U.)**

Le R.E.U. pourquoi et comment ?

- Améliorations attendues :
 - ✓ Des échanges d'information plus rapides
 - ✓ Une inscription jusqu'à 30 jours avant un scrutin
 - ✓ La gestion directe par l'INSEE de certains processus → alléger la charge des communes

Le R.E.U. pourquoi et comment ?

EXEMPLE PRATIQUE : Changement de commune d'un électeur

- Aujourd'hui:
 - ✓ Inscription dans la nouvelle commune
 - ✓ La nouvelle commune envoie à l'INSEE un avis d'inscription
 - ✓ L'INSEE envoie à la commune de précédente inscription une demande de radiation
 - ✓ La commune de précédente inscription envoie à l'INSEE un avis de radiation
- Demain avec le R.E.U. :
 - ✓ Inscription dans la nouvelle commune
 - ✓ Saisie dans le R.E.U. de la nouvelle inscription
 - ✓ Radiation par le système de gestion du R.E.U. de la commune de précédente inscription



Le R.E.U. pourquoi et comment ?

Comment sera-t-on inscrit ?

- Les électeurs seront inscrits selon leur état-civil connu dans le **Répertoire National d'Identification des Personnes Physiques (RNIPP)**.
- En cas d'erreur constatée dans le R.E.U. ———→ La commune pourra solliciter une modification du RNIPP
- De plus, à l'initiative de la commune, Il sera toujours possible de modifier l'affectation d'un électeur à un autre bureau de vote

Le R.E.U. pourquoi et comment ?

Pour ce qui est des radiations ?

- La commune notifie au système de gestion les radiations volontaires ou à l'initiative de la commune —————→
intégration dans le R.E.U.
- Le système de gestion de l'INSEE procède à la **radiation d'office des électeurs décédés ou ayant perdu leur capacité électorale**
 - les électeurs radiés ne sont pas exclus du R.E.U. (sauf ceux qui sont décédés) mais leur rattachement à la commune ou à un consulat est suspendu

Le R.E.U. pourquoi et comment ?

Le portail « ELIRE »

- Il s'agit d'une interface WEB, mise à disposition des communes pour gérer le R.E.U. et établir les Listes Électorales selon les étapes suivantes :
 - Consulter
 - Corriger
 - valider

Le R.E.U. pourquoi et comment ?

Quid de la fin de la double inscription ?

- La possibilité offerte aux électeurs français résidant hors de France d'être inscrits conjointement sur une liste municipale et une liste consulaire **est dorénavant supprimée.**
- Ces personnes auront **jusqu'au 31 mars 2019** pour choisir leur liste de rattachement
 - **Recommandation** : les maires doivent conseiller aux personnes inscrites sur une liste consulaire et désireuses de s'inscrire sur une liste communale de **demandeur leur radiation de la liste consulaire avant le 31 mars 2019**



Conséquences pour les communes

- La décision d'inscription ou de radiation appartient au Maire
- La charge de travail est lissée par le traitement des demandes d'inscription tout au long de l'année
- L'examen par la commission de contrôle de tout recours contre une décision du maire préalablement à un éventuel recours contentieux

Un assouplissement des conditions d'inscription sur les listes électorales

- À compter du 2 janvier 2020 ➡ dépôt des demandes d'inscription au plus tard le 6^{ème} vendredi précédant le scrutin (soit 37 jours)
- À titre transitoire : entre le 1^{er} janvier 2019 et le 1^{er} janvier 2020 ➡ dépôt des demandes d'inscription au plus tard le dernier jour du 2^{ème} mois précédant le scrutin

ainsi, pour les élections européennes du 26 mai 2019 : date limite d'inscription fixée au **dimanche 31 mars 2019** ➡ **permanence obligatoire de 2 heures minimum le samedi 30 mars 2019** (prévoir l'information des habitants pour les mairies habituellement fermées le samedi)

La dernière révision annuelle des listes électorales (période 2018/2019)

- La Commission Administrative se réunira, pour la dernière fois, **du 1^{er} septembre 2018 jusqu'au 9 janvier 2019** pour instruire les demandes d'inscription et les radiations de l'année 2018.
- Elle instruira également **les situations particulières (acquisition de la nationalité française en 2018 et demande d'inscription au plus tard le 31/12/2018 – inscription ou radiation d'une personne ordonnée par l'autorité judiciaire au plus tard le 31/12/2018 – électeurs décédés dans la commune entre le 1^{er} mars 2018 et le 31/12/2018)**
- **Le 9 janvier 2019**: date limite de réunion de la Commission Administrative qui dressera et publiera au lendemain de sa réunion le tableau contenant les additions et retranchements apportés à la liste électorale.

le 28/02/2019 aucun tableau définitif des rectifications ne sera dressé ni aucune liste électorale arrêtée : à partir du 1^{er} janvier 2019, les listes électorales figureront de manière permanente dans le R.E.U. selon les nouvelles modalités issues de la loi du 1^{er} août 2016 et de ses décrets d'application

Le calendrier de mise en œuvre du R.E.U.

- **28/02/2018** : fin de la révision 2017/2018
- **Avril- Septembre 2018** : traitement par l'INSEE des listes pour les fiabiliser
- **Entre le 18/08/2018 et le 15/10/2018** : les communes ne doivent plus effectuer aucune transmission à l'INSEE.
 - A partir du 1/09/2018 l'INSEE n'informe plus les communes de la liste des jeunes majeurs depuis le 1^{er} mars 2018 mais procédera à leur inscription d'office dans le R.E.U. à la fin du mois de janvier 2019; elle n'informe plus également des changements de commune d'inscription.
- **15/10/2018** : le R.E.U. est accessible aux communes qui ont **jusqu'au 21/12/2018** pour procéder aux vérifications nécessaires et valider leurs listes électorales



Le calendrier de mise en œuvre du R.E.U.

- Du 15/10/2018 jusqu'à la fin du mois de janvier 2019: tous les mouvements opérés sur la liste électorale (inscriptions ou radiations) entre le 1^{er} mars 2018 et le 31 décembre 2018 devront être notifiées à l'INSEE via le R.E.U.
- S'agissant des notifications transmises à l'INSEE par les communes selon les modalités actuelles entre le 1^{er} janvier et le 17 août 2018, elles devront de nouveau être notifiées à l'INSEE via le R.E.U. à partir du 15/10/2018 jusqu'à la fin du mois de janvier 2019.
- De même pour les personnes ayant acquis la nationalité française en 2018 ayant sollicité une demande d'inscription, les communes devront notifier les inscriptions à l'INSEE via le R.E.U. au plus tard fin janvier 2019.

Le calendrier de mise en œuvre du R.E.U.

- Dès le 1^{er} janvier 2019: les communes procèderont aux inscriptions et radiations directement via le R.E.U.
 - Á compter de cette date, les listes électorales seront donc permanentes et extraites du R.E.U.
- Le 28/02/2019 il n'y aura pas de tableau définitif des rectifications ni de liste électorale arrêtée à cette date
- La liste électorale arrêtée au 28/02/2018 servira de base aux scrutins organisés jusqu'au 10 mars 2019 inclus.

Le Maire : un rôle renforcé

LES COMPÉTENCES DES COMMISSIONS ADMINISTRATIVES COMMUNALES SONT TRANSFÉRÉES AU MAIRE (art. L18 modifié du Code Électoral)

- **À compter de 5 jours dès la réception du dossier complet**: le maire décide de l'inscription et de la radiation des électeurs sur la liste électorale.
- Il radie les électeurs qui ne remplissent pas les conditions d'inscription, à l'issue d'une procédure contradictoire.
- Ces décisions prises par le Maire sont notifiées par écrit aux électeurs et à l'INSEE dans un délai de 2 jours.

Le Maire : un rôle renforcé

- Les commissions administratives chargées actuellement de la révision des listes électorales seront **supprimées au plus tard le 9 janvier 2019**.
→ Elles seront remplacées par des **Commissions de Contrôle** qui exerceront leur rôle à postériori.

La Commission de contrôle

- La commission de contrôle est établie pour chaque commune **et non plus par bureau de vote**.
- Elle est chargée de **statuer sur les recours administratifs préalables** et de **s'assurer de la régularité de la liste électorale**.
- Elle a le pouvoir de revenir sur les décisions prises par le Maire et de procéder à l'inscription ou à la radiation (après procédure contradictoire) d'un électeur omis ou indûment inscrit.
- Ses décisions sont notifiées **dans les 2 jours** aux intéressés, au Maire de la commune et à l'INSEE.
- La Commission se réunit **au moins 1 fois par an et, entre le 24^{ème} et le 21^{ème} jour précédant chaque scrutin**



La Commission de contrôle

- Elle est nommée par le Préfet, sur proposition du maire, dès le 1^{er} janvier 2019 et au plus tard le 10 janvier 2019.

Le maire devra donc transmettre, bien avant le 31 décembre 2018 la liste des conseillers municipaux habilités (*pour la Dordogne, la Préfecture a fixé comme date limite de retour le 8 novembre 2018*)

La Commission de contrôle

- Ses membres sont **nommés pour une durée de 3 ans** et après chaque renouvellement du conseil municipal
- Sa composition est rendue publique par **affichage sur les panneaux officiels d'information municipale** et **mise en ligne sur le site Internet** de la commune lorsqu'elle en possède un.

La Commission de contrôle (composition)

Dans les communes de moins de 1000 h

- **Un conseiller municipal** pris dans l'ordre du tableau parmi les membres prêts à participer aux travaux de la commission ou, à défaut, **le plus jeune CM**



Le maire, les adjoints titulaires d'une délégation et les CM titulaires d'une délégation en matière d'inscription sur la liste électorale ne peuvent siéger au sein de ladite commission

- **Un délégué de l'administration** désigné par le Préfet
- **Un délégué désigné par le Président du TGI**



La Commission de contrôle (composition)

Dans les communes de plus de 1000 h (où plusieurs listes ont obtenu des sièges au CM lors du dernier renouvellement général)

- 5 conseillers municipaux dont :
 - 3 CM appartenant à la liste ayant obtenu le plus grand nombre de sièges, pris dans l'ordre du tableau
 - 2 CM appartenant à la 2^{ème} liste ayant obtenu le plus grand nombre de sièges, pris dans l'ordre du tableau (si 2 listes ont obtenu des sièges au CM)

Ou

- 2 CM appartenant respectivement au 2^{ème} et 3^{ème} liste ayant obtenu le plus grand nombre de sièges, pris dans l'ordre du tableau (si 3 listes ont obtenu des sièges au CM)

 *Le maire, les adjoints titulaires d'une délégation et les CM titulaires d'une délégation en matière d'inscription sur la liste électorale ne peuvent siéger au sein de ladite commission*



La Commission de contrôle (composition)

Dans les communes de plus de 1000 h (s'il est impossible de constituer une commission ou bien si 1 seule liste à obtenu des sièges au CM lors du dernier renouvellement général)

- **Un conseiller municipal** pris dans l'ordre du tableau parmi les membres prêts à participer aux travaux de la commission ou, à défaut, **le plus jeune CM**

Le maire, les adjoints titulaires d'une délégation et les CM titulaires d'une délégation en matière d'inscription sur la liste électorale ne peuvent siéger au sein de ladite commission

- **Un délégué de l'administration** désigné par le Préfet
- **Un délégué désigné par le Président du TGI**



La Commission de contrôle (composition)

Dans les communes nouvelles (créées depuis le dernier renouvellement général) et ce quelle que soit leur population

- **Un conseiller municipal** pris dans l'ordre du tableau parmi les membres prêts à participer aux travaux de la commission ou, à défaut, **le plus jeune CM**

Le maire, les adjoints titulaires d'une délégation et les CM titulaires d'une délégation en matière d'inscription sur la liste électorale ne peuvent siéger au sein de ladite commission

- **Un délégué de l'administration** désigné par le Préfet
- **Un délégué désigné par le Président du TGI**



La Commission de contrôle (fonctionnement)

Dans les communes de moins de 1000 habitants

- La commission est **convoquée par le conseiller municipal qui en est membre** et délibère lorsque tous ses membres sont présents.

Dans les communes de plus de 1000 habitants

- La commission est **convoquée par le 1^{er} des 3 conseillers municipaux qui en sont membres, pris dans l'ordre du tableau**. Le quorum nécessaire pour délibérer est atteint lorsque 3 au moins de ses 5 membres sont présents.

La Commission de contrôle (fonctionnement)

- Réunion, au minimum, une fois par an
 - entre le 24^{ème} et le 21^{ème} jour précédant chaque scrutin
 - entre le 6^{ème} vendredi précédant le 31 décembre et le dernier jour ouvré de l'année sans scrutin
- Réunion, sous 30 jours, à chaque contentieux déclaré
- Secrétariat assuré par les services de la commune

La Commission de contrôle (fonctionnement)

- Délibération valable avec conditions de quorum
 - 100% dans les communes de moins de 1000 habitants
 - 3/5 dans les communes de plus de 1000 habitants
- Décision prise à la majorité simple
 - En l'absence de majorité, la commission est réputée ne pas avoir statué
- La liste électorale communicable sera celle arrêtée au lendemain de la réunion de la CC
- La CC tient un registre mentionnant toutes ses décisions comprenant les motifs des décisions et les pièces afférentes

La révision des listes dans les Communes Nouvelles

Il faut distinguer 2 périodes :

- Les communes nouvelles créées au plus tard le 31/08/2018
- Les communes nouvelles créées à partir du 1/09/2018

La révision des listes dans les Communes Nouvelles

Les CN créées au plus tard le 31/08/2018:

- Les commissions administratives des communes membres procèdent à la révision des listes électorales des anciennes communes et la CN publie un seul tableau rectificatif du 10 janvier recensant tous les mouvements
- L'INSEE procédera à la fusion des listes des anciennes communes dans le R.E.U. en février 2019
- La CN vérifie et procède, s'il y a lieu, à la répartition des électeurs dans les bureaux de vote.
- *En cas de scrutin jusqu'au 10/03/2019, c'est la CN qui crée une liste électorale fusionnée à partir des listes des anciennes communes.*

La révision des listes dans les Communes Nouvelles

Les CN créées après le 01/09/2018:

- Les communes fusionnant au sein d'une CN auront déjà engagé la révision de leurs propres listes électorales (*à compter du 1/09/2018*)
- L'INSEE procédera à la fusion des listes des anciennes communes dans le R.E.U. en février 2019 et la CN vérifiera
- La CN doit publier un tableau rectificatif du 10 janvier pour chacune des anciennes communes, recensant uniquement les mouvements dans cette commune
- *En cas de scrutin jusqu'au 10/03/2019, c'est la CN qui crée une liste électorale fusionnée à partir des listes électorales arrêtées le 28/02/2018 mise à jour des inscriptions et radiations selon les dispositions antérieures à la loi du 1^{er} août 2018*

Conséquences sur la tenue des scrutins

Il faut distinguer 2 cas :

- Le scrutin est organisé jusqu'au dimanche 10/03/2019 inclus
- Le scrutin est organisé après le 10/03/2019

Conséquences sur la tenue des scrutins

Le scrutin est organisé jusqu'au 10/03/2019:

Le scrutin est organisé sur la base de la LE arrêtée au 28 février 2018 selon les périmètres entrés en vigueur le 1^{er} mars 2018) qui peut être complétée :

- Des inscriptions et radiations selon les textes en vigueur pré loi du 1^{er} août 2016
 - Des rectifications initiées par le Préfet et effectuées par la Commission Administrative
 - Des inscriptions et radiations ordonnées par l'autorité judiciaire
 - Des radiations des électeurs décédés.
- *Dans ce cas, il n'est pas nécessaire de réunir la Commission de contrôle entre le 24^{ème} et le 21^{ème} jour précédant le scrutin.*

Conséquences sur la tenue des scrutins

Le scrutin est organisé après le 10/03/2019:

Le scrutin est organisé sur la base de la liste permanente extraite du R.E.U. sur la base des périmètres arrêtés, le cas échéant, le 31 août 2018:

- *La liste communicable selon les dispositions de l'art L.37 nouveau du Code électoral et jusqu'à la 1^{ère} réunion de la CC préalablement à un scrutin, sera la liste électorale arrêtée au 28 février 2018. Par la suite, ce sera la liste arrêtée à la dernière réunion de la CC qui sera transmise aux demandeurs.*

Conséquences sur la tenue des scrutins

Le délai de convocation des électeurs est modifié:

Au 1^{er} janvier 2019, le délai de convocation des électeurs pour les élections municipales et départementales est modifié et passe de 15 jours francs à **6 semaines au moins**.

- *Pour toute élection partielle devant se dérouler jusqu'au 10 février 2019, les collèges électoraux doivent être convoqués par arrêté préfectoral avant le 31 décembre 2018.*

MERCI DE VOTRE ATTENTION

